

*Affaires courantes*

la liste des sans-abri et de ceux qui ont besoin d'un logement continue à s'allonger.

[Français]

Madame la Présidente, ce gouvernement n'a que vraiment coupé dans les fonds dévolus au logement. Les listes d'attente continuent d'augmenter. Le gouvernement continue pourtant de se fermer les yeux.

[Traduction]

Il y a plus de 1,2 million de personnes dans notre pays qui doivent consacrer plus de 30 p. 100 de leur revenu à se loger. C'est simplement inacceptable dans un pays aussi riche et prospère que le nôtre. Le gouvernement a supprimé les programmes de rénovation, ce qui empêche plusieurs personnes à revenu très modeste dans notre pays de pouvoir habiter un logement convenable.

Nous traversons une crise. Le gouvernement ne fait absolument rien pour y remédier. Pourtant, les municipalités, les unes après les autres, les gouvernements provinciaux, les uns après les autres, demandent qu'on prenne des initiatives au niveau national et ils ne l'obtiennent pas. Le maire Eggleton a demandé une conférence nationale sur les sans-abri. Le gouvernement n'a donné aucune réponse satisfaisante. En fait, les initiatives du maire Eggleton auraient dû être prises par le ministre et le gouvernement.

Environ 20 p. 100 des enfants canadiens vivent dans la pauvreté parce qu'ils n'ont pas de foyer. Permettez-moi de vous demander, madame la Présidente, quelle sorte de gouvernement peut parler de coopération avec le secteur privé et les organismes sans but lucratif alors qu'il ne cesse de retirer les crédits que le gouvernement précédent a rendus disponibles?

Montrer l'exemple ne se borne pas à faire des discours simplistes et des annonces ineptes. L'exemple suppose l'action et nous n'avons rien vu de tel. Quand le gouvernement va-t-il commencer à affecter des crédits aux logements subventionnés, sans but lucratif et coopératives d'habitation? Quand le gouvernement va-t-il assumer ses responsabilités?

Quand le gouvernement et le ministre vont-ils cesser de pavoiser parce que le gouvernement a récupéré 340 millions de dollars pendant que des centaines de milliers de Canadiens sont sans abri? Il y a 250 000 Canadiens sans foyer, 80 000 d'enfants sans abri au Canada, et la seule chose importante que puisse nous annoncer le

gouvernement, c'est que, ces cinq dernières années, il a remis au Trésor 340 millions de dollars qui auraient dû être affectés au logement pour en faire des subventions aux sociétés. C'est tout simplement inacceptable.

Si les gens vivent dans la pauvreté, c'est parce qu'ils n'ont pas de foyer. Nous savons tous cela. Le gouvernement a l'occasion de montrer l'exemple. On nous offre un ministère provisoire dans un gouvernement intérimaire et si j'interviens maintenant, c'est parce que je suis plus navré que courroucé. J'applaudis cette annonce du ministre. Malheureusement, ce ne sont que les miettes d'une table surchargée. Les Canadiens ont le droit de s'attendre à davantage.

• (1540)

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Madame la Présidente, je suis maintenant député depuis environ 18 mois, depuis aussi longtemps que le ministre s'occupe du ministère d'État (Habitation). J'ai vu une crise du logement à prix abordable se transformer en un problème chronique dont souffrent maintenant au moins 30 à 40 p. 100 des Canadiens qui vivent dans la pauvreté. Ou bien ils sont plongés dans la pauvreté à cause du coût élevé du logement ou bien, à cause de leur pauvreté, ils n'ont pas les moyens de se payer un logement convenable.

Le ministre nous a annoncé des initiatives recyclées. Il avait déjà annoncé ces trois initiatives. À notre époque de conscience écologique, il est bien de recycler les choses, mais les Canadiens et ceux qui ont des problèmes de logement ont vraiment besoin de plus que de simples initiatives recyclées.

Toutes ces initiatives sont totalement vides. Le gouvernement n'a rien annoncé qui ne serait pas obligatoire pour n'importe quel autre grand promoteur canadien. À Toronto, la loi provinciale forcerait les promoteurs immobiliers à offrir 25 p. 100 de logements à prix abordable, soit exactement ce que le gouvernement va faire. Par prix abordable, le gouvernement veut dire un logement de 175 000 \$. Ce n'est pas abordable pour la vaste majorité des Canadiens.

C'est la même chose à Vancouver. Le gouvernement va vendre une partie de ses terrains pour qu'on y reconstruise en accroissant la densité d'occupation. Il doit obtenir la permission des habitants du quartier, du voisinage et du conseil de ville, tout comme devrait le faire n'importe quel autre promoteur immobilier à Vancouver. Il va devoir faire rien de plus que ce que Li Ka-shing doit faire pour construire sur les terrains de l'Expo.